

SUISSE

La Suisse «travaille d'arrache-pied» pour être prête à la coupure du gaz russe

Crise ukrainienne

L'Europe retient son souffle face à la menace du Kremlin. Le responsable de Gaznat indique réserver des stocks en France pour l'hiver.

La guerre économique contre Moscou a atteint un tournant à la veille du week-end, en abordant son véritable enjeu - le gaz naturel. Et la coupure de son approvisionnement, évoquée ouvertement par le président russe jeudi soir. De quoi placer toutes les chancelleries européennes en état d'alerte énergétique.

«On travaille d'arrache-pied pour trouver une solution [de remplacement] si la situation se péjore», a reconnu Guy Parmelin ce vendredi à Genève, où les rafales de neige semblaient là pour rappeler combien la menace n'a vraiment rien d'un poisson d'avril.

En cas de fermeture du robinet par la Russie, «la Confédération interviendra pour exiger des économies de gaz», a poursuivi le conseiller fédéral, venu à la rencontre des chefs d'entreprise à l'invitation de [la Chambre de commerce et d'industrie du bout du lac \(CCIG\)](#).

En milieu de semaine, l'Allemagne avait déjà activé le premier des trois niveaux de son plan d'urgence, alors qu'approchait la date butoir du 1er avril, depuis laquelle Moscou exige que son gaz soit payé en roubles. Ce que les Européens refusent.

En Suisse également, les mesures d'urgence sont prêtes à être déployées, à commencer par le basculement sur du mazout par les usines disposant de chaudières «bi-combustibles». «Nous avons reçu un préavis de l'Office fédéral de l'approvisionnement économique en ce sens, qui a été transmis à tous les gros utilisateurs équipés d'installations bi-combustibles, témoigne de son côté René Bautz, le directeur général de Gaznat, l'exploitant du réseau de gaz haute pression de Suisse occidentale. C'est le premier levier pour réduire la consommation avant celui d'un éventuel rationnement.»

En début de semaine, le patron des Blanchisseries Générales - un gros utilisateur industriel - nous indiquait déjà s'être vu avertir par ses fournisseurs de «se tenir prêt à basculer sur du mazout, à tout moment».

Stocks en France

Pour un pays qui s'alimente sur les réseaux des pays voisins et qui ne dispose pas de réelles capacités de stockage, l'accès aux réservoirs souterrains de l'Union européenne est crucial. Cette dernière est engagée dans une course contre la montre afin de les remplir, avant le prochain hiver. La Confédération, qui discute de son accès à ces stocks communs, a ainsi signé mercredi une déclaration de coordination avec six pays européens, en s'associant au forum dit «pentalatéral» sur l'énergie.

La vulnérabilité de la Suisse romande apparaît cependant moindre. Gaznat dispose en effet de réservoirs dans le département de l'Ain et bénéficie déjà d'un accord «inter-États» sur le stockage entre la France et la Suisse. Ce qui lui offre «le même accès aux stocks que les distributions publiques de l'est de l'Hexagone», précise son responsable.

De surcroît, le réseau français est moins alimenté par la Russie. Ce qui explique pourquoi, en Suisse romande, la dépendance - indirecte - aux flux de

Sibérie est de l'ordre de 19% de l'approvisionnement, une part inférieure de moitié à celle du réseau alémanique.

Cet accord avec la France «nous permet de monter jusqu'à 3 térawattheures (TWh) d'approvisionnement, soit bien au-delà du 1 TWh utilisé lors d'un hiver normal», ajoute René Bautz.

Une bouteille de sécurité qui a déjà été activée. «Lors des dernières enchères, cela nous a permis de réserver davantage de gaz dans les stockages de l'hiver prochain», confirme le patron de Gaznat.

Pas de coupure pour l'instant

Ce vendredi, Paris et Berlin continuaient de prendre la mesure de la menace d'une coupure de gaz par Moscou.

«Les informations reçues de Moscou tendent à nous laisser penser que les entreprises pourront continuer à payer en euros auprès des banques - notamment Gazprombank - qui, elles-mêmes, devront convertir leurs euros en roubles», a ainsi déclaré la ministre française Barbara Pompili.

«Les contrats sont respectés et ça ne change pas grand-chose», a-t-elle ajouté, indiquant qu'«à ce stade, nous n'avons pas de risque de rupture [] des importations.»

De son côté, le gouvernement allemand analysait encore «les effets concrets» du décret du Kremlin détaillant le paiement du gaz en roubles.

Pierre-Alexandre Sallier

© Tribune de Genève